Mini-front anti-Chavez : désinformation sur le Venezuela[1]

Atteinte à la liberté de l'information ou démocratisation du paysage démocratique à Caracas ? De graves accusations ont fusé. Voyons les faits.

On organise les fronts que l'on peut. Récemment, José Maria Aznar, ancien chef du gouvernement espagnol, post-franquiste et toujours conservateur de choc, rencontrait un autre « ex », le Mexicain Vicente Fox, aujourd'hui candidat à la présidence de l'Internationale démocrate-chrétienne. Au menu de leurs échanges, un *« programme de liberté en Amérique latine »* contre la menace du « populisme totalitaire », censément incarnée par Hugo Chavez. Participait également à ce « sommet anti-chaviste », Marcel Granier. Celui-ci dirige RCTV, une chaîne à laquelle le gouvernement vénézuélien a retiré sa licence fin mai. *« Aujourd'hui, notre liberté passe par le Venezuela »*, a lancé Aznar.

Voilà une musique qui aura plu à Washington. Mais qu'en est-il de cette affaire ? De cette décision, légale, qui a suscité la mobilisation de la presse internationale, dont une bonne partie a épousé le point de vue de l'opposition vénézuélienne ? Du Sénat des Etats-Unis au Parlement européen et à la présidence allemande de l'Union européenne, une sainte indignation s'est exprimée pour crier à la censure. On a pu voir une manifestation estudiantine de soutien à RCTV (Ils étaient 1500, semble-t-il). On a moins parlé de la mobilisation de 450 000 habitants et étudiants des quartiers populaires, en soutien à la démocratisation du spectre hertzien.

Alors ? Le gouvernement du président Chavez a bien décidé de ne pas renouveler la concession du groupe audiovisuel Radio Caracas Television. La condamnant, comme on l'a affirmé ici et là, à la disparition ? Pas du tout. RCTV pourra continuer d'émettre sur le câble, le satellite ou Internet. Mais pourra-t-elle faire oublier qu'elle n'a jamais respecté son cahier des charges, se voyant régulièrement fermée par les prédécesseurs de M. Chavez (qui, lui, n'a interdit aucune station de radio ou de télévision, ni poursuivi aucun journaliste) ? RCTV, qui ne recule devant rien pour dénigrer le pouvoir légal du Venezuela, appelle régulièrement à la désobéissance civile. Elle a aussi, comme ses concurrentes privées, soutenu le putsch sanglant fomenté par la droite en avril 2002 et le black-out pétrolier organisé par l'oligarchie affairiste avec le soutien des Etats-Unis. Difficile, dès lors, de parler d'atteinte au pluralisme dans le chef de Chavez. D'autant que 80% des ondes radio et TV restent privées et que, sur 10 quotidiens nationaux, 9 sont des opposants déclarés au pouvoir.

Prétendre que la liberté d'expression est menacée au Venezuela est, au moins, fort léger. Ou relève de la mauvaise foi. Le fait est que le gouvernement a profité de l'expiration légale de la concession attribuée à RCTV pour la rendre au service public. Mais le fait est aussi que la politique de M. Chavez agace au plus haut point Washington et ses alliés par sa politique de récupération des richesses nationales et de réformes sociales et politiques : nationalisation du pétrole, de l'électricité, du téléphone, de la santé, de l'éducation publique, lutte contre la pauvreté, droits de la femme et des indigènes, démocratie participative à grande échelle, création de centaines de médias associatifs, conseils ouvriers dans les entreprises, tentative d'intégration latino-américaine…

---

[1] Analyse conjointe de notre chargé de la communication, Maurice Magis, et de Monsieur Marcello Ossandon, économiste chilien, maître de conférences à l'ULB, parue dans le N° 327 du *Journal du mardi*, 3 juillet 2007.

Peut-on oublier qu'en décembre 2006, 62% des Vénézuéliens ont réélu Hugo Chavez dans un scrutin transparent ? Lula, le président brésilien a qualifié la décision gouvernementale de « légitime » et «démocratique ». Le président de l'Equateur, Rafael Correa, a également apporté son appui, précisant qu'à la place de Chavez, il l'aurait prise plus tôt, vu le rôle de RCTV dans le coup d'Etat. Correa vient d'ailleurs d'annoncer un début de démocratisation des ondes en Equateur où 100 % des ondes sont aux mains du privé. Mais peut-être va-t-il être, lui aussi, traité de « dictateur » ?

Maurice Magis, chargé de la communication à l'ACJJ

Amérique latine : l'espoir est à gauche

La page des dictatures des années 1970 et 1980 est tournée en Amérique latine. Un nouveau scénario politique marqué par le retour en force des idéaux de progrès et de démocratie s'est imposé. L'actuelle envolée les gauches met en avant des acteurs inédits.

Le Président vénézuélien, Hugo Chavez occupe une place de choix dans le nouveau paysage politique latino. Et aussi bien en raison de son adhésion à la Révolution cubaine que du rôle qu'il joue au sein de la gauche en Amérique latine. La personnalité de celui qui porte le drapeau de la « Révolution bolivarienne » et du « Socialisme du XXI siècle semble protéiforme. Dès que l'on parle de Chavez, les adjectifs s'accumulent : nationaliste, gauchiste, populiste, voire même national populiste. Certes la personnalité de Chavez dérange. En fait, lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1998, cet ancien militaire rappelait de mauvais souvenirs dans le chef de certaines personnes. Lieutenant colonel des parachutistes, il avait tenté un coup d'Etat en 1992 contre le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez. Rappelons toutefois, que trois ans auparavant, à l'occasion d'un ajustement structurel imposé par le FMI, un soulèvement à Caracas avait été réprimé d'une manière extrêmement violente puisque l'on avait compté environ 3000 morts. En clair, autant de morts qu'au Chili pendant la dictature de Pinochet. Plus récemment, Hugo Chavez a su résister en 2002 à une tentative de coup d'Etat et à une opération de déstabilisation économique. Il a gagné un référendum révocatoire en 2004 et une dernière élection présidentielle en 2006 avec plus de 60% des voix.

Ainsi, plutôt que de chercher des adjectifs variés pour désigner ce leader atypique, il vaudrait mieux examiner ce qu'est cette Révolution bolivarienne. Ce faisant, on se rendrait vite compte que, personnage effectivement charismatique, Chavez a le soutien, par la voie d'une démocratie participative, d'une partie importante de la population qui joue un rôle primordial dans cette révolution. Ce nouveau « bolivarisme » propose une vision globale pour l'Amérique latine sous la forme d'une unification sociale.[2]

Lame de fond généralisée.

Le virage à gauche du continent s'inscrit dans un processus général qui repose sur quatre éléments. Le premier, c'est le déclin de l'influence des Etats-Unis sur presque tout le continent avec, à la clé, un épuisement du modèle néo-libéral qui s'était imposé pendant de longues années, poussant parfois les couches populaires à se révolter. Il suffit de constater que Lula a ainsi remporté les dernières élections brésiliennes haut la main en s'appuyant notamment sur les secteurs les plus pauvres de la population. En Equateur et en Bolivie, les mouvements sociaux sont fort actifs.

Deuxième élément, c'est la volonté de l'ensemble des pays d'Amérique latine de prendre leur part du gâteau de la croissance mondiale, tout en remettant la main sur leurs richesses de base. Les exemples du Venezuela, de la Bolivie et de l'Equateur sont, à cet égard, assez parlants. Dans l'ensemble, les pays du continent commencent à prendre conscience que la maîtrise des ressources naturelles et de base sont fondamentales pour pouvoir satisfaire les besoins des populations.

---

[2] Ossandon Marcelo (2006). Un nouveau scénario politique pour l'Amérique latine ? in Panoramica n 32 juin-juillet 2006.

Le Président bolivien Evo Morales a ainsi décidé de rendre à son pays le contrôle de ses hydrocarbures. Le peuple bolivien s'était largement mobilisé depuis l'an 2000 pour se réapproprier ses ressources naturelles pillées par les compagnies multinationales.
Par ailleurs, on reproche encore à Chavez de faire de l'intégration sociale en puisant dans la rente pétrolière plutôt que de créer de véritables industries de développement. Ce reproche ne tient pas la route car Chavez ne fait que redistribuer la richesse nationale en direction de ceux qui en ont véritablement besoin. Et évidement le prix du pétrole aide la Révolution bolivarienne. Mais on peut constater aussi que d'autres pays d'Amérique latine disposent de ressources stratégiques, le Mexique ou le Pérou par exemple, et que dans ces cas-là, la manne pétrolière n'est pas mise au service d'un projet de transformation sociale.

Le troisième élément est la résultante des deux précédents. On assiste actuellement à la refonte des schémas d'intégration classique qu'a connu l'Amérique latine et le projet Nord américain (ALCA) de mettre en place une intégration économique de l'Alaska à la Terre de feu sous l'hégémonie des Etats-Unis (ALCA) a subi un échec cuisant. (Dans ce schéma, les USA auraient représenté 70% du produit intérieur brut de l'ensemble, ce qui aurait transformé celui-ci en outil de consolidation de leur domination et nullement en processus d'intégration).

Enfin, le quatrième élément, c'est le rejet de l'orthodoxie financière imposée par le FMI et la Banque Mondiale. Il est d'ailleurs à remarquer que les sacrifices liées aux politiques d'ajustement structurel ont entraîné une scandaleuse réalité sociale : Si, en 1980, il y avait 120 millions de pauvres en Amérique latine, ils sont 225 millions aujourd'hui.

Une gauche diverse

La gauche dans le cône sud est loin d'être homogène. Les choix de société expérimentés sont tout aussi divers, comme est diverse l'attitude des uns et des autres par rapport aux Etats-Unis. La politique privilégiée au Chili ou en Uruguay est fort différente de celle du Venezuela, de Cuba ou de la Bolivie. Ainsi, on a affaire à une gauche tantôt nationaliste, parfois populiste, libérale ou social démocrate.

En Amérique Centrale, Daniel Ortega, ancien leader sandiniste, a été élu à la tête du Nicaragua sur base d'un programme qui ratifie le traité de libre échange que l'Amérique Centrale vient de signer avec l'Amérique du Nord, montrant les limites de son anti-impérialisme. Dans le même temps, Daniel Ortega, Fidel Castro et Hugo Chavez, agissent en commun au sein de l'ALBA (Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes), montrant ainsi d'évidentes affinités politiques sur une série de dossiers économiques ou éthiques. Il y a donc à la fois une attitude de rupture, de remise en cause de l'hégémonie de Washington, mais des variations nationales, parfois très importantes selon les pays, voire même dans le cadre des relations avec la grande puissance du Nord.

Les discours chargés d'anti-impérialisme de Chavez ne l'empêchent pas d'être aussi un pragmatique. Lorsque l'ambassadeur des Etats-Unis lui offre de négocier, il ne dit pas « non ». Certes, le discours du président Chavez s'est durci vis-à-vis de Washington, en particulier depuis la tentative de coup d'Etat d'avril 2002. Il n'empêche que le Venezuela reste un des principaux fournisseurs de pétrole des Etats-Unis et que les relations commerciales entre les deux pays sont loin d'être coupées, même si l'alliance stratégique passée entre le Venezuela et Cuba pèse dans le contentieux avec Washington. Par exemple, la livraison de pétrole à Cuba à des prix inférieurs à ceux du marché - un ballon d'oxygène pour un régime honni par les Etats-Unis – a inauguré aussi un type de coopération qui s'étend maintenant à d'autres pays d'Amérique latine sur la

base d'un échange « pétrole latino contre médecins cubains». Là encore, il s'agit d'un mouvement général puisque, au-delà de divergences réelles, Fidel Castro, lors du sommet du Mercosur de Córdoba en Argentine (juillet 2006) où il fut invité, a passé des accords commerciaux avec les présidents brésilien Lula et argentin Kirchner. Ce qui, d'une certaine manière, constitua un pied de nez aux Etats-Unis qui maintiennent Cuba sous embargo.

Les nouveaux acteurs.

Les élections ont vu l'accès au pouvoir de couches populaires jusque-là tenues en marge : des syndicalistes (Lula, Evo Morales) des indiens (Morales), des femmes (Bachelet) ou des représentants de la génération sacrifiée des années 1970, réprimée par les dictatures. Bref, les nouveaux acteurs qui émergent illustrent le renouveau actuel. En fait, ceci dit de manière schématique la droite politique a toujours été associée aux grands centres d'intérêts mondiaux du capitalisme, et elle a gouverné historiquement en Amérique latine et dans d'autres pays du tiers monde en ignorant les couches populaires. La gauche sociale, elle, reflète l'effervescence des mouvements populaires et notamment indigènes qui tentent de canaliser le mécontentement provoqué par 20 ans de recettes néolibérales.

Le ras-le-bol populaire prend parfois des formes violentes (criminalité de droits communs en Amérique Centrale). Parfois il se manifeste au sein de mouvements populaires, notamment, indigènes, qui additionnent un agenda culturel et environnemental aux revendications sociales et économiques.

Pôle progressiste.

Ces mouvements sociaux en fermentation ont facilité l'émergence de leaders volontiers présentés comme atypiques et contradictoires. On connaît les tentatives pour renverser Chavez. La stratégie du gouvernement bolivarien vise à répondre aux urgences en matière de santé et d'éducation. Toutefois il est faux d'affirmer que le Venezuela se contente de percevoir et redistribuer la manne pétrolière. Il a essayé aussi de favoriser une certaine reconversion industrielle. Toutefois le patronat et les élites dirigeantes et économiques refusent largement de collaborer avec le gouvernement. Ces secteurs ont toujours privilégié les tentatives de coup d'Etat, la déstabilisation économique et les effets de propagande contre une soi-disant dictature « castro-communiste » ont toujours été privilégiés par ces secteurs[3].

En Equateur, le 15 avril dernier, 9.2 millions d'Equatoriens étaient appelés à se prononcer par référendum sur un projet d'assemblée constituante. Là aussi, l'opposition, relayée par les médias, mène une stratégie de déstabilisation.

Au Brésil, on a essayé d'atteindre Lula à coup de scandales. Il a gagné à nouveau les élections parce qu'il a décrété un objectif « famine zéro » en inaugurant la première mandature de son gouvernement. Soit donner à manger à cette grosse partie de la population qui se trouve à la marge du marché. Ce n'est pas rien sur un continent caractérisé par une répartition des revenus profondément injuste. En même temps, Lula s'est imposé à l'échelle internationale comme un des nouveaux leaders de ces regroupements de pays du sud qui entendent peser dans les rapports internationaux. Certes, on n'a plus là affaire à un tiers-mondisme révolutionnaire ou progressiste, mais plutôt à un « tiers-mondisme libéral ». Celui-ci prône le libre-échange à

[3] Duterme Bernard (2005) Mouvements et pouvoir de gauche en Amérique latine. Centre Tricontinental. In Alternatives Sud. Volume 12-2005/2.

l'échelon international, à savoir concrètement la baisse des barrières douanières européennes et nord-américaines, tout en exigeant des pays occidentaux qu'ils appliquent chez eux ce qu'ils poussent les pays du sud à mettre en pratique. L'accord passé à Camp David avec George Bush sur la transformation d'aliments végétaux en combustibles n'a pas fait l'unanimité, surtout dans le chef de Fidel Castro, ce qui est une nouvelle preuve que le chemin des pays latino-américains vers le progrès n'est pas une ligne droite.

Quant aux processus d'intégration du continent, le projet le plus progressiste reste sans conteste l'ALBA. Celui-ci a officiellement vu le jour en avril 2005 à la Havane. Les gouvernements cubain et vénézuélien ont entamé une forme d'intégration poussée de leurs économies. Il s'agit d'un projet s'appuyant sur des mécanismes destinés à privilégier des « avantages coopératifs » en lieu et place des prétendus « avantages comparatifs » qui se trouvent au cœur des théories libérales du commerce international. De fait, l'ALBA ne pourra se développer qu'entre des pays décidés à développer un projet stratégique de grandes transformations. C'est le cas de la Bolivie d'Evo Morales qui a également signé le protocole d'adhésion de son pays à l'ALBA. Le Nicaragua d'Ortega et l'Equateur de Correa pourraient participer pleinement de ce schéma[4].

Le scénario latino américain montre tantôt des avancées et tantôt des reculs de l'esprit bolivarien et l'on peut dire que les processus de démocratisation devraient s'approfondir davantage. Est-ce que ces gauches seront des laboratoires d'idées pour les gauches européennes ? Peut-être, mais une évidence se dégage : pour les peuples de l'Amérique latine l'espoir s'installe plutôt à gauche.

Marcelo Ossandon, économiste chilien, Maître de conférences à ULB.

[4] Lemoine Maurice (2006). Le Venezuela de Chavez. Editions Silepse.